

Reconditionné: Largo automatise une partie de sa production

Basée à Nantes, la start-up revendique de reconditionner smartphones, tablettes ou ordinateurs en France. Elle inaugure l'automatisation de contrôle des appareils grâce à six robots et à un prêt de la BPI de trois millions d'euros. Combien de temps faut-il pour reconditionner un smartphone ? Autrement dit pour vérifier l'état de sa batterie, son écran, sa carte-mère? Quarante-cinq minutes dans les ateliers de Largo, start-up fondée en 2016 par deux anciens de la distribution de mobiles, Christophe Brunot, passé par The Phone House et Virgin Mobile, et Frédéric Gandon, ex-franchisé de Point Service Mobile. Grâce à six robots nouvellement acquis en décembre dernier, ces tâches vont gagner en rapidité d'exécution. Chacun peut vérifier pas moins de 37 points de contrôle : le son, les boutons, les capteurs, les écrans, les caméras, la batterie... Soit vingt appareils par heure. Pas de suppressions d'emplois Ici, à l'est de Nantes, dans un bâtiment de 700 m², l'atelier de reconditionnement ressemble à un laboratoire. "Nous sommes le premier reconditionneur à automatiser une partie de la production, annonce fièrement Christophe Brunot. Nous ne supprimons aucun emploi. Les personnes qui faisaient ces tâches vont pouvoir aller sur la réparation par exemple". Un métier proche de l'horlogerie qui demande beaucoup de minutie. Surtout, cette automatisation va permettre de doubler le nombre de produits reconditionnés, de 13 000 à 25 000 par mois. Les embauches devraient suivre : de 61 personnes, Largo passera à une centaine de personnes d'ici à 2025. Les locaux devraient aussi s'agrandir de 300 m². Secteur porteur Le reconditionné a de beaux jours devant lui. Largo vise l'équilibre à fin 2022 et un chiffre d'affaires de 70 millions d'euros en 2025, quand elle réalise aujourd'hui près de 18 millions en 2021. Côtée en Bourse, à Euronext, elle a levé 24 millions d'euros l'an dernier. "Le reconditionné, c'est l'avenir, assure Christophe Brunot, qui approvisionne 2000 points de vente, dont une cinquantaine de Leclerc, mais aussi Système U et Bureau Vallée. Le consommateur demande de l'occasion, les pouvoirs publics aussi". Contraints par la loi à s'équiper à hauteur de 20% en matériel reconditionné, les collectivités publiques participent à cette prise de conscience. Pour Largo, il s'agit maintenant de multiplier les canaux de distribution, des grandes surfaces aux places de marché, des opérateurs aux entreprises.

